



17 mai, au travail comme ailleurs, luttons contre les LGBTQIA+phobies !

Paris, le 15 mai 2026

En 2026, les droits des personnes LGBTQIA+ ne sont toujours pas pleinement appliqués et sont plus que jamais menacés par une offensive réactionnaire à l'échelle mondiale. Les attaques se multiplient : agressions physiques de personnes LGBTQIA+, harcèlement des militant·es, interdictions et tentatives d'interdictions de Marches des Fiertés par des municipalités basculant à l'extrême droite ou dirigées par des partis conservateurs.

En France, l'offensive institutionnelle se durcit avec l'adoption en première lecture de la Loi Rodwell le 5 mai dernier, permise par une alliance de fait entre le gouvernement, la droite et l'extrême droite. Cette loi est une attaque directe contre les personnes trans et étrangères, organisant la précarité et le fichage administratif. Parallèlement, le choix pressenti de François-Noël Buffet comme Défenseur des droits nous inquiète fortement : comment confier la défense de nos libertés, la lutte contre les discriminations, à un homme qui a systématiquement combattu le mariage pour toutes et l'inscription de l'IVG dans la Constitution ?

Une internationale réactionnaire aux visages multiples

Au niveau international, la violence est attisée par des pouvoirs autoritaires, réactionnaires et conservateurs. Depuis 2025, l'administration Trump démantèle méthodiquement les protections contre les discriminations et exclut les personnes trans de la vie publique. Au Sénégal, un nouveau cap dans la répression a été franchi en mars 2026 avec le doublement des peines pour homosexualité.

En Europe, malgré la mobilisation historique de 1,2 million de citoyen·nes, la Commission européenne a manqué une occasion majeure en refusant d'interdire strictement les « thérapies » de conversion. Solidaires dénonce ce renoncement et continuera de lutter pour l'interdiction de ces pratiques barbares qui renvoient les orientations sexuelles non hétéronormées au rang de maladies.

Toujours plus de LGBTQIA+phobies au travail

Selon le Rapport 2026 de SOS Homophobie, la LGBTQIA+phobie au travail ne régresse pas. Elle est le fait de collègues (63 %) ou de supérieurs (49 %) et se manifeste par du harcèlement, du rejet (53 %) et des insultes (49 %). Dès l'embauche, où l'apparence

physique sert encore de prétexte à l'exclusion, et tout au long de la carrière, les travailleuses et travailleurs sont scruté·es et isolé·es.

L'étude IFOP/L'Autre Cercle rappelle que 37 % des personnes trans ont subi une agression sur leur lieu de travail. Ces violences génèrent une souffrance extrême : 42 % des victimes témoignent d'un mal de vivre profond. Pour Solidaires, voir son identité respectée est un droit fondamental lié à la dignité humaine. L'inaction des employeurs face à ces climats délétères est une faute.

Santé, école, justice : les violences institutionnelles persistent

La destruction des services publics, notamment de santé, frappe de plein fouet les plus précaires. Nous soutenons les luttes des salarié·es de la santé communautaire, comme à AIDeS ou encore la CASE de Santé à Toulouse, qui font face à des restructurations budgétaires menaçant l'accès aux soins. À l'école, les attaques contre l'EVARS (Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle) par des mouvements réactionnaires créent un climat de terreur pour les élèves trans et non binaires. Impensées par l'institution judiciaire, les personnes LGBTQIA+ sont encore trop souvent mégenrées par ses acteurs et actrices, et toujours soumises à la comparution à l'audience pour le changement de sexe à l'état civil ou surexposées aux violences en détention.

Solidaires revendique

Les employeurs ont l'obligation d'assurer la santé et la sécurité physique et mentale des travailleurs et travailleuses. Il est urgent d'imposer :

- Des négociations annuelles obligatoires (NAO) sur la lutte contre les LGBTQIA+phobies.
- Le respect immédiat du prénom et des pronoms d'usage.
- La formation obligatoire des directions et des salarié·es pour déconstruire les stéréotypes de genre.
- Des mesures concrètes de protection des victimes (frais d'avocats, enquêtes types).

Pour les droits LGBTQIA+, marchons partout ! Les mois de mai et juin sont ceux des fiertés. Face à la montée de l'extrême droite et des conservateurs, face aux politiques migratoires racistes qui mettent en danger les exilé·es LGBTQIA+, mobilisons-nous !

Solidaires appelle à participer massivement aux Marches des Fiertés pour porter haut nos revendications.